

## AU DERNIER JOUR DE SA VISITE À MOSCOU

# Bouteflika insatisfait de la coopération algéro-russe

**Deuxième et dernier jour de la visite en Russie de Bouteflika. Le président algérien a été reçu au Kremlin par son homologue russe avec lequel il a parlé coopération énergétique, adhésion à l'OMC et, sans surprise, de l'affaire des Mig qui empoisonnait les relations entre Alger et Moscou.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Sans détour, le président algérien a fait part de son insatisfaction du niveau des échanges commerciaux entre les deux pays. «Sur le plan du commerce, nous ne pouvons être satisfaits, ni vous ni moi. Il faudrait savoir pourquoi 2006 a été meilleure que 2007.» Plus loin, Bouteflika dira à son homologue russe : «Je pense qu'il doit y avoir des défauts chez nous tout comme chez vous, et il nous faut savoir pourquoi. Cela n'a rien à voir avec l'accord d'association conclu entre l'Algérie et l'Union européenne, mais le système d'organisation n'est pas parfait ni chez nous ni chez vous.» Et d'ajouter : «Sur le plan des relations stratégiques, il y a un certain nombre de concepts à préciser. Vous travaillez avec nous mais pas au-delà des lois de la Fédération de Russie, de même que nous travaillons avec vous mais nous ne pouvons pas le faire au-delà des lois de la République algérienne. De temps en temps, il y a des grincements de dents dans la presse russe parce que nous n'avons pas conclu des marchés de gré à gré. Nous sommes obligés de lancer des appels

d'offres internationales et de les étudier.»

Concrètement, un accord sur la circulation aérienne a été ratifié en remplacement d'un texte datant de 1970 tandis que Bouteflika a fait savoir aux Russes qu'il n'était pas contre la participation d'entreprises russes dans l'élaboration des voies ferrées pour peu que ces dernières soient concurrentielles au niveau des tarifs.

Le ministre russe des Transports a déclaré hier : «Nous avons étudié nos capacités compte tenu de la nouvelle situation. Nous avons précisé le nombre des transporteurs et le potentiel des aéroports. La partie algérienne est prête à augmenter le nombre de vols entre nos deux capitales mais la Russie doit étudier les conditions proposées par nos collègues.» Le président algérien a profité de son déplacement pour annoncer que la société de chemins de fer russe RZD avait remporté l'appel d'offres relatif à la construction de voies ferrées en Algérie, estimant qu'il n'y a pas d'obstacles techniques ou juridiques à la participation d'entreprises russes à ce projet, le seul problème est celui du prix. Les deux chefs d'Etat ont longuement évoqué les relations économiques. Bouteflika et Poutine semblent d'accord sur le fait que les deux pays ne devaient pas compromettre les opportunités qui se présentent. A son homologue russe qui affirmait : «En 2012, l'Algérie entrera dans une zone de libre-échange avec l'Union européenne. Nous ne voudrions pas que nos entreprises se retrouvent dans une situation difficile sur votre marché»,

Bouteflika a répondu : «Nous pouvons étudier avec vous la possibilité d'arrangements bilatéraux et, il est tout à fait clair que la préoccupation essentielle de l'Algérie est d'entrer à l'OMC. Au moment de la signature des accords de Marrakech en 1994, relatifs à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'Algérie n'avait pour ainsi dire pas de gouvernement et nous ne les avions donc pas signés. Maintenant, nous sommes en train de faire le chemin de Damas pour devenir membre de l'OMC.»

L'énergie a également été au centre des discussions. «L'Algérie est le quatrième exportateur mondial de gaz. La Russie est l'un des plus importants. Il est extrêmement important d'être en contact sur les problèmes énergétiques, d'autant plus que cette année, l'Algérie est présidente de l'Opep», a estimé Vladimir Poutine.

Bouteflika s'était un peu plus tôt dans la journée exprimé au sujet de l'Opep du gaz estimant qu'il est évident que des pays comme la Russie, le Qatar et l'Algérie jouent un rôle important sur les marchés gaziers et doivent davantage coordonner leurs activités. La défense des intérêts des pays membres de l'Opep a été à l'origine de la création de l'Opep en 1960. Cette leçon ne doit être oubliée. L'augmentation de la part du GNL dans le commerce international du gaz et l'intensification de l'unification des réseaux de distribution préparent le terrain pour créer un marché gazier semblable à celui du pétrole».

N. I.

## L'AMBASSADEUR D'ITALIE À ORAN

# Un volume d'échanges commerciaux supérieur à 11 milliards de dollars

**Lors d'une visite entrant dans le cadre d'un séminaire autour des «tendances et développement dans le secteur des matières plastiques : processus d'extrusion du tube en matière plastique», qui a débuté hier et se terminera aujourd'hui à Oran, à l'hôtel Royal, sous le haut patronage du ministère des PME, Son Excellence M. l'ambassadeur d'Italie, M. Cantini Giampaolo a tenu à exprimer la volonté de son pays à vouloir renforcer sa position économique et commerciale avec l'ouest de l'Algérie, mais également, précise-t-il, «nous sommes pour un partenariat et une coopération dans le domaine industriel».**

Amel B. - Oran (Le Soir) - Son Excellence a souligné l'importance du chiffre du volume des échanges commerciaux enregistré en 2007 supérieur à 11 milliards de dollars, avec «un peu moins de 9 milliards des importations italiennes à partir de l'Algérie surtout en matière d'hydrocarbures.» Quant aux exportations de l'Italie vers l'Algérie, elles ont atteint «pour la première fois en 2007 un niveau supérieur d'environ 2,3 milliards d'euros, il s'agit de machines-outil de même que pour la première fois, nous avons noté une diversification des catégories de nos exportations, des produits de consommation alimentaire...»

L'Italie étant l'un des grands pays producteur et exportateur de machines d'extrusion plastique, sa contribution dans le domaine de la formation portant sur la coopération entre l'Italie et différents partenaires de la Méditerranée et bien évidem-

ment de l'Algérie, ne peut qu'être qu'avantageuse aux pays qui bénéficient de son savoir-faire, fera remarquer Son Excellence l'ambassadeur d'Italie.

Dans le cadre des relations bilatérales, il a souligné : «Il y a quelques mois au niveau politique dans le contexte du Sommet bilatéral d'Algero en Sardaigne, le 14 novembre, les deux parties ont constaté l'excellence des relations, ayant pris conscience qu'il fallait faire un saut qualitatif dans le partenariat économique.» Cette visite officielle s'inscrivait également dans un cadre culturel traduit par la détermination de l'Italie à renforcer l'enseignement de la langue italienne, une langue, que selon lui : «On peut l'apprendre aisément en Algérie ayant des similitudes avec la langue française.» Une langue qui sera d'ailleurs enseignée dès l'année prochaine dans un lycée à Oran, a tenu à

préciser l'intervenant même si dans ce contexte il est à noter un déficit en enseignants, celui-ci sera vite comblé à travers une formation approfondie.

Questionné sur la position de l'Italie par rapport au phénomène de l'émigration clandestine, qui touche également les côtes italiennes, M. Cantini Giampaolo, dira : «Cette année, notre pays connaît un flux d'immigrés clandestins en provenance d'Algérie, mais il ne s'agit pas uniquement d'Algériens. Pour l'instant, il s'agit d'un phénomène limité au point de vue quantitatif. L'approche italienne face à ce phénomène consiste en une coopération avec les pays concernés, ce n'est pas exclusivement une approche sécuritaire. Donc, il faut l'affronter ensemble tout en ayant à l'esprit que derrière ce phénomène de l'immigration clandestine, il y a des organisations criminelles qui versent dans le phénomène de l'exploitation, de même qu'il ne faut pas négliger l'aspect lié au trafic de l'être humain».

Pour sa part, le directeur du bureau de l'Institut italien pour le commerce extérieur (ICE), M. Samuele Porsia, fera savoir que l'an passé pour la première fois, le secteur du BTPH a dépassé le secteur des hydrocarbures en termes d'adjudication de marchés publics. A ce niveau-là, indiquera notre interlocuteur, 5 milliards d'euros ont été enre-

gistrés en 2007 contre 2,5 milliards d'euros en 2006. Il fera remarquer que depuis installation de son institut en 2004 en Algérie, les sociétés italiennes présentes en Algérie étaient de 80. Elles sont actuellement plus de 130 et d'ajouter : «Plus de 60% sont des entreprises du BTPH et en hydrocarbures, et on commence par avoir de petites PME qui s'installent en partenariat avec l'Algérie et ce dans différents secteurs : aviculture, verrerie, emballage, plastique...»

Concernant les acquisitions en matière de sociétés algériennes privatisées, M. Samuele Porsia, nous indiquera que s'agissant d'Alvert, le rachat qui serait de 100%, vient d'être conclu et d'ajouter : «Les dossier de trois autres sociétés à privatiser sont déjà ficelés, il s'agit d'une cimenterie avec 35% de participation italienne, l'usine de céramique de Guelma avec plus de la majorité de participation italienne et le transport maritime de marchandises avec un partenariat de 50%. Ces privatisations coûtent un investissement d'environ 120 millions d'euros.»

Il a précisé que son pays est également intéressé par le rachat de la société Infra Rail de même qu'une dizaine de négociations sont en cours, qui, nous espérons se traduiront par un investissement».

A. B.

## UNION EUROPÉENNE-

### INDÉPENDANCE

### DU KOSOVO

# Bruxelles met Madrid hors d'état de nuire

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

**Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Morathinos, faisait peine à regarder, avant-hier, à Bruxelles.**

Le «relex» de José Luiz Zapatero qui avait passé l'essentiel de sa matinée à vouloir dissuader ses pairs de l'UE de reconnaître l'indépendance du Kosovo, n'arrivait pas à admettre la déculottée que lui ont administrée les autres chefs de la diplomatie des 27.

Mais lorsque le malheureux Morathinos a déclaré : «L'indépendance du Kosovo est contraire au droit international !», c'était carrément hallucinant de la part d'un responsable espagnol. Et, notamment, d'un socialiste espagnol.

Voilà un Etat, en effet, et c'est de l'Espagne qu'il s'agit, qui a, en 1975, contracté avec deux autres larrons (Maroc et Mauritanie) des accords taillant en pièces un territoire n'appartenant à aucun des trois et le livrant à deux armées étrangères, précipitant exode massif de populations sahraouies vers l'Algérie et exterminant une bonne partie d'entre elles, et livrant à Rabat et à Nouakchott les richesses du territoire, qui, aujourd'hui, feint d'accorder de l'importance au droit international parce qu'il s'agit du Kosovo.

Morathinos, heureusement, n'a pas été entendu à Bruxelles et son pays, l'Espagne, a été éconduit, poliment, sur la question kosovare.

Madrid n'ayant en l'occurrence aucune leçon d'éthique ou de procédure à distiller. Si, par contre, l'Espagne avait été exemplaire en matière de décolonisation — rappels, tout de même, que jusqu'au jour d'aujourd'hui, elle est considérée par l'ONU comme la puissance administratrice du Sahara occidental — comme l'ont été d'autres nations colonisatrices (Portugal, Grande-Bretagne), sa voix aurait été, sans doute, plus audible et sa démarche plus crédible concernant le Kosovo.

L'Espagne, qui s'est fourvoyée dans le dossier sahraoui parce qu'elle a mis ses pas dans ceux de la France, a donc, et fort justement, été mise en minorité et hors d'état de nuire à la marche — inéluctable — du Kosovo vers son indépendance. 20 Etats parmi les 27 que compte l'UE et parmi eux les plus puissants (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie) ont acté, sans état d'âme, l'indépendance du Kosovo.

Dépité et humilié par l'attitude européenne — même la France complice de l'Espagne dans l'affaire sahraouie l'a lâché — Morathinos, le ministre des Affaires étrangères madrilène, n'avait, avant-hier, dans la capitale européenne que les yeux pour pleurer et l'hypocrisie pour se dédouaner...

A. M.